

CHANGER DE MODÈLE ?

INTERVENTION EN ASSEMBLÉE

PAR M. FABRICE BOISSIER

Présentation de l'intervenant par Mgr Éric de Moulins-Beaufort

M. Fabrice Boissier, diplômé de l'École normale supérieure, ingénieur du corps des Mines, est actuellement directeur général délégué de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) qui est un établissement public industriel et commercial, fondé en 1991 en regroupant un certain nombre d'institutions de l'État engagées dans ces questions.

Vous avez une carrière de haut fonctionnaire dans ces domaines : vous avez notamment dirigé le Bureau des recherches géologiques et minières. Vous avez aussi été le directeur de la maîtrise des risques à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Ce n'est pas rien sans doute, comme tous les sujets de ce genre. Nous vous remercions beaucoup d'avoir accepté de venir apporter une voix, parmi celles, très différentes, que nous entendons ce matin.

C'est un vrai plaisir d'être parmi vous et je voudrais vous remercier pour cette invitation. Vous aurez compris, en entendant la brève description de mon parcours, que j'ai un profil un peu plus institutionnel que les deux intervenants précédents.

Je ne sais pas quel est votre état d'esprit après les deux premiers exposés, mais nous avons devant nous un problème majeur, un enjeu énorme. Les chiffres avancés, les aspects de bouleversement qui ont été évoqués montrent qu'il se passe quelque chose. Dans le monde de l'administration, on a plutôt tendance à travailler avec une évolution de 1% par an, une croissance molle, le chômage qui monte et qui descend. Les bouleversements et les catastrophes sont des choses qu'on a du mal à appréhender.

Je vais vous donner un exemple concret de ce biais qu'apporte la notion d'imaginer que le *business as usual*, le quotidien va évoluer un peu mais va se poursuivre. Et ce biais va jusque dans les gens qui contestent le système. Beaucoup d'associations qui luttent contre les déchets en mer disent : « *En 2050, il y aura plus de plastique dans la mer que de poissons.* » C'est un élément qui devrait nous effrayer collectivement. 80% des insectes ont disparu. C'est affolant. En fait, cette catastrophe annoncée n'arrivera pas : il n'y aura jamais plus de plastique dans la mer que de poissons. Pourquoi ? Parce que si nous continuons sur le modèle d'aujourd'hui, en ajoutant tous les ans 1% de plastique dans la mer et en enlevant 1% des poissons parce qu'on fait de la surpêche, une catastrophe va arriver. Notre monde, tel que nous le connaissons, va s'écrouler : quand la mer sera épuisée, nous ne pourrons pas continuer à vivre. Donc nous ne pourrons jamais arriver à ce qu'il y ait plus de plastique dans la mer que de poissons, parce que notre société se sera arrêtée.

On peut aussi choisir une autre voie : changer nos modes de fonctionnement, nos modèles

et arrêter de mettre du plastique dans la mer mais cela nécessite aussi un bouleversement. On est un peu dans la situation de Ninive, quand Jonas commence à proclamer que dans 40 jours, la ville sera *bouleversée*. Je fais un peu d'hébreu à mes heures perdues, et le terme exact est «bouleversée», parole prophétique. En fait d'écologie, nous avons tous une parole prophétique à porter, nous sommes là pour mobiliser les énergies, pour poser la question : « *Comment voulez-vous être bouleversés ? En étant détruits ou en changeant radicalement votre manière d'être collective, ensemble ?* » Ninive a fait un choix qui n'est pas celui de la destruction. Voilà un peu la situation dans laquelle on est.

Je reviens maintenant à mon rôle plus institutionnel, à l'ADEME. On est là justement parce que nous avons fait le choix du bouleversement positif. Certes, nous sommes à la veille du grand bouleversement mais on peut encore choisir de changer nos modes de vie, nos sociétés, pour en faire quelque chose de durable.

DES TRANSFORMATIONS

Il faudra faire des transformations vraiment en profondeur. À l'ADEME, on fait des exercices de prospective, on imagine la France en 2050. Une France qui a réussi à se transformer, à répondre aux contraintes évoquées par les intervenants précédents : une alimentation qui n'épuise pas les ressources, une sobriété qui permette d'économiser l'énergie, de préserver la biodiversité. Comment cela se traduit-il concrètement dans nos modes de vie ? Je vais vous donner quelques exemples.

LES MODES DE DÉPLACEMENT

Vous êtes tous venus ici de très loin, grâce à des infrastructures extrêmement performantes, extrêmement consommatrices d'énergies. Comment les utiliser demain si on doit résoudre l'équation d'une sobriété et arrêter de

puiser le pétrole qu'il faut laisser dans le sol? Certes, on aura des énergies renouvelables, mais elles ne sont pas en quantité infinie. Il va falloir changer notre manière de penser que le déplacement est un bien quasi gratuit, à notre disposition. Il faut prendre en compte que se déplacer, c'est d'abord commencer par utiliser son corps avec la marche, le vélo, qui sont des moyens extrêmement efficaces pour parcourir des distances.

On peut même y ajouter un peu de technologie: avec un vélo électrique, vous faites facilement quinze kilomètres sans vous fatiguer. Vous pouvez tout à fait faire vos trajets quotidiens sans recourir à une voiture personnelle. Vous pouvez aussi utiliser les transports en commun puisque nous avons la chance d'avoir une société développée qui a pu les mettre en place. Il faut abandonner le modèle trop facile qui consiste à se dire: «*Je veux me déplacer, je prends ma voiture*», parce que cela ne tient pas en termes d'équation finale entre les ressources disponibles et les usages qu'on en fait.

Il faut aussi s'interroger même sur nos besoins de nous déplacer. Certes la mobilité fait du bien, nous permet de nous rencontrer, mais on peut aujourd'hui travailler en restant chez soi, en faisant du télétravail. Cela va interroger nos formes d'urbanisme: faut-il de grandes métropoles avec des pavillons individuels qui s'étendent jusqu'à vingt ou trente, voire cinquante kilomètres pour les plus grosses? Ce sont des trappes à pauvreté, parce que les gens qui sont là n'ont pas de services, ils sont obligés pour se déplacer d'utiliser leur voiture personnelle. Quand le prix de l'essence monte, ils n'ont plus les moyens de le faire. Il faut aussi repenser l'urbanisme, re-densifier les logements. On a évalué qu'il fallait inverser la proportion entre les maisons individuelles et les logements collectifs. Aujourd'hui, on fait 60% de maisons individuelles et 40% de logements collectifs. Il faudrait l'inverse, si on veut avoir des formes urbaines qui tiennent la route, dans cette nouvelle société de la sobriété.

NOS MODÈLES DE CONSOMMATION

L'alimentation

Maxime de Rostolan l'a bien exposé: se nourrir dans le modèle actuel, c'est inefficace énergétiquement, dangereux pour la santé et surtout désastreux pour la nature et la biodiversité qui disparaît à grande vitesse. Il va falloir consommer moins de viande et consommer du bio, faire de l'agro-écologie. On peut quand même réussir à s'alimenter tous largement. Il faudra accepter, dans un pays comme la France, d'arrêter la surconsommation de nourriture et, de protéine animale mais c'est possible.

Les vêtements

On est aussi dans l'excès: aujourd'hui en moyenne, les Français achètent quarante vêtements par an. C'est énorme. Généralement, un vêtement dure un peu plus d'un an. Je ne sais pas comment font les gens avec leurs garde-robes...

Les voitures

On vend à peu près deux millions de véhicules individuels, par an, en France, c'est à peu près stable. Il y a quelques années, 15% de ces véhicules étaient des 4x4, de gros véhicules très adaptés pour aller dans les champs, à la chasse, à la campagne. Aujourd'hui, 40% des véhicules vendus sont des SUV – c'est le mot américain pour *Sport utility vehicle* – donc des 4x4. Ces véhicules ont remplacé les voitures citadines familiales. Pourquoi? Parce que les constructeurs automobiles vendent ces véhicules qui créent le plus de marge pour leur entreprise, à grands coups de publicité. Quand vous achetez une voiture, il faut savoir que son prix inclut plus de mille euros de publicité. Si vous regardez la télévision aux heures de grande écoute, vous allez voir défiler des propositions pour monter dans un SUV et aller voir des magnifiques espaces. Vous allez donc vous laisser entraîner, acheter votre SUV. Vous allez vous mettre dans les embouteillages avec tous les gens qui vont travailler et vous n'aurez pas les grands espaces. Vous avez raté complètement la promesse de consommation qui vous est

faite. Donc il faut absolument réussir à re-questionner la manière dont on consomme.

NOTRE SOCIÉTÉ DES LOISIRS

La France est une société largement basée sur les loisirs. Que sont ces loisirs ? Quel impact ont-ils ? Qu'est-ce que le tourisme, quand on va au bout du monde pour passer un week-end, pour pouvoir dire qu'on est allé au bout du monde ? Qu'est-ce que les loisirs quand on utilise le numérique à outrance et qu'on ne prend pas conscience que regarder des vidéos, par exemple, a un impact qui, lui, n'est pas virtuel ? Cela crée un impact énorme en termes de consommation d'énergies, de consommations de matières premières, de métaux rares, de pétrole utilisé pour fabriquer les outils numériques, c'est massif.

LA CONTRAINTÉ ÉCOLOGIQUE

Quand l'ADEME fait ses prospectives à long terme, elle voit qu'il va falloir complètement changer les modèles. Vous avez parlé de l'un des thèmes majeurs qui émerge, celui de la contrainte écologique. Je voudrais interroger ce mot de « contrainte ». Est-ce une contrainte de choisir le bouleversement positif ? Là aussi, à l'ADEME, on pense que la transformation peut être désirable et on accompagne des acteurs de terrain, qui commencent à engager des transformations et c'est plutôt du mieux qui est créé.

La ville de Grenoble a choisi de lutter contre le gaspillage alimentaire dans ses écoles. C'est 20 % d'économie sur les coûts de fonctionnement, qui permet d'alimenter toutes les écoles en bio et en local. On n'a pas dépensé un euro de plus, on a fait des économies et on a amélioré la qualité de la nourriture des enfants.

Quand des agriculteurs se regroupent pour créer une unité de méthanisation, cela leur permet de récupérer des amendements qui ne seront pas ceux fournis par les grands groupes phytosanitaires. Ils vont pouvoir avoir un complé-

ment de revenus, grâce à la vente de l'énergie. Là aussi on crée du mieux.

Une commune rurale, à côté d'Artenay, n'arrive pas à lutter contre le chômage endémique dans des petits villages, alors qu'à Artenay, juste à côté, il y a une énorme base logistique. Mais elle n'emploie que des gens qui viennent d'Orléans, parce qu'il y a des transports pour faire Orléans-Artenay rapidement, alors que ceux qui sont à vingt kilomètres n'ont aucun moyen pour aller prendre leur poste. Quand la commune, en lien avec la base logistique, décide d'organiser des navettes, conduites par des salariés de la plateforme, qui font la tournée pour récupérer des gens, aux prises de postes (à 4h du matin, à midi ou à 20h), vous recréez de l'emploi. Vous recréez aussi la capacité de donner des moyens d'existence à ces gens.

Quand vous engagez dans l'économie circulaire, des actions pour développer les réemplois, les réparations, que vous appuyez sur l'économie sociale et solidaire, vous créez aussi des emplois locaux, du lien avec des personnes qui sont souvent en précarité et donc vous créez du mieux.

Quand une grande ville décide d'organiser la gestion d'énergie, plutôt que chacun ait son chauffage individuel au fuel et son climatiseur en été et met en place un réseau de chaleur et de froid, elle permet de faire des économies d'énergies. Cela diminue la pollution et apporte un confort pendant les canicules qui vont être de plus en plus nombreuses. Quand cette même ville décide, au lieu de refaire les voiries comme d'habitude, de mettre de la végétalisation à cette occasion, cela fera perdre cinq degrés à la prochaine canicule. Tout cela, c'est du mieux et c'est du désirable.

Ces actions existent dans les territoires, on les voit beaucoup. On les accompagne et il faut les accélérer. Mais dans cette notion de bouleversement que je donnais en introduction, on voit que ce n'est pas forcément la contrainte qui est

la plus fondamentale à prendre en compte. La seule notion qu'il faut prendre en compte, c'est celle de l'urgence. Les parlementaires ont inscrit dans la loi «l'état d'urgence écologique». Prenons au sérieux cette décision et réfléchissons à ce que cela veut dire sur les actions à mettre en place. Pour alimenter vos travaux futurs, s'il y a un état d'urgence écologique, il y a des gestes individuels que chacun peut faire : manger moins de viande, réduire nos déchets, prendre notre vélo pour aller chercher le pain ou y aller à pied, plutôt que de prendre la voiture. Tout cela ne suffira pas et on va avoir besoin de développer un agir collectif.

Quand Jonas a parcouru la ville, qui a mis en place l'action qui a permis le bouleversement ?

Ce n'est pas chaque citoyen qui s'est dit : «*Je vais changer*», c'est le roi de Ninive qui a dit à tous : «*Collectivement nous allons changer.*» Je ne veux pas dire qu'il nous faut un roi pour pouvoir agir ! Mais on ne peut pas se contenter d'actions individuelles. Il faut une action collective multiforme, qui peut être une action politique, associative, territoriale mais il faut absolument faire ensemble pour repenser nos systèmes économiques. Je pense que *Laudato Si'* donne de très bons guides pour essayer de retrouver, au-delà du système économique et du paradigme technocratique, des systèmes fondés sur une économie circulaire, pour retrouver la relation, recréer du bien, recréer de la valeur tout en préservant la «*maison commune*». Je vous souhaite de très bonnes réflexions. ■